

REUNION DES AMIS DU BURUNDI

DISCOURS D'OUVERTURE PAR SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Honorables Représentants du Peuple,

Mesdames, Messieurs les Chefs de Délégations.

Mesdames, Messieurs les Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Au nom du Gouvernement du Burundi et de moi-même, je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter à mon tour la bienvenue à toutes les Délégations et remercier vivement les Gouvernements et organisations qui ont répondu à notre invitation.

C'est pour nous, un signe de soutien et de solidarité envers le Peuple Burundais, particulièrement en cette période où notre pays traverse une période critique. Nous souhaitons aux Uns et aux Autres, un agréable séjour chez Nous.

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, depuis octobre 1993, le Burundi vit une crise sans précédent qui a perturbé la vie sociale, politique et économique du pays.

La crise a provoqué une déchirure du tissu social conduisant ainsi à une méfiance entre les fils et filles d'une même patrie. De même, les institutions de la République, l'administration publique et l'économie nationale ont été paralysées.

Face à cette situation, les risques de désespoir étaient grands. Mais fidèles à la mémoire de leurs ancêtres, les Burundais ont choisi la voie de l'espoir.

En effet, malgré la gravité de la crise et grâce à l'aide des Représentants des Secrétaires Généraux des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine, les différents partenaires politiques ont réussi à s'entendre sur une plate-forme.

Cette plate-forme est la Convention de Gouvernement signée en septembre 1994 et qui consacre un nouveau mode de gestion du pays basée sur le partage du pouvoir entre les deux familles politiques en présence actuellement au Burundi.

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

D'aucuns s'interrogent certainement sur la situation actuelle qui prévaut au Burundi.

Certains d'entre vous connaissent le Burundi à travers les médias et la Télévision. Mais ces derniers exagèrent souvent dans un sens ou dans un autre.

C'est pourquoi je vous demande une petite patience pour vous la décrire objectivement afin de ne pas vous laisser emporter par les rumeurs et les médias nationaux et internationaux.

D'emblée, je voudrais vous dire que mon Gouvernement a comme objectif: le redressement de la situation sociale, politique et économique née de la crise et je peux vous affirmer qu'aujourd'hui, un retour progressif de la paix et de la sécurité s'observe sur les deux-tiers (2/3) du territoire et dans la capitale. D'autres mesures sont en train d'être prises pour ramener le calme sur tout le territoire.

Malgré les efforts du Gouvernement pour ramener la paix et relancer le développement, des problèmes subsistent. La situation d'insécurité perdure sur une partie du territoire nationale, notamment dans les provinces de CIBITOKÉ, BUBANZA et BUJUMBURA RURAL, mais les forces armées Burundaises continuent de les traquer. Je tiens à vous signaler que ces auteurs de guerre sont pour l'essentiel les membres des anciennes forces armées rwandaises qui ont commis l'irréparable dans leurs pays, et qui, ici aussi essaient de s'attirer la complicité de la population en propageant les visées ethnique d'extermination comme ils l'ont fait chez eux, en semant la désolation et la mort.

Au niveau social, la pauvreté s'aggrave du fait que la population est confrontée à cette situation d'insécurité les empêchant de vaquer à leurs travaux comme ils le veulent. Ainsi l'état nutritionnel est très précaire particulièrement dans les camps de déplacés et à cet effet, nous comptons sur votre contribution habituelle qui viendrait compléter nos maigres moyens intérieurs.

Les infrastructures sociales tant sanitaires qu'éducatives ayant été détruites dans la plupart des régions, nous avons essayé de relancer quelques travaux de réhabilitation. Le système de santé fonctionne à 70% de sa capacité d'avant octobre 1993 car certains hôpitaux et centres de santé ne fonctionnent pas par manque du personnel et suite aux destructions subies. Le système éducatif souffre et se heurte à des contraintes relativement fortes liées aux moyens

infrastructurels et financiers qui restent très limités, pour scolariser, alphabétiser et préparer l'apprentissage d'un métier à la jeunesse désœuvrée qui se livre à la délinquance et la violence

La plupart des écoles secondaires et l'université ont été confrontées à une crise de division ethnique entre les étudiants, mais le Gouvernement est déterminé à combattre par tous les moyens ces maux et la situation s'est nettement améliorée ces derniers jours.

Au niveau économique, la situation a été profondément ébranlée par la crise socio-économique qui a induit beaucoup d'effets négatifs notamment la destruction des unités de productions, de certains secteurs productifs et partant la perte des entreprises privées. Sur le Plan macro-économique, le taux de croissance économique a baissé, le taux d'inflation s'est accru, l'investissement a chuté, les flux financiers extérieurs ont largement été réduits, le système bancaire et des institutions financières a connu une crise. Tout cela conduit à hypothéquer les possibilités de reprise économique et sociale.

Confronté à cette situation quelque peu dramatique, mon Gouvernement n'a pas croisé les bras, il s'est engagé résolument à relever les défis pour ramener le Burundi sur le chemin de la Réconciliation nationale et de la Croissance économique.

Afin de réussir cette tâche noble mais difficile, le Gouvernement a déjà identifié les priorités et les stratégies à travers son plan d'action que j'ai présenté le 29 mars 1995.

Permettez-moi de vous en dire ses grandes lignes . Ce Plan d'action s'articule essentiellement au tour de trois axes à savoir: le retour de la paix et de la sécurité, le redressement du secteur social et enfin la reconstruction et la relance économique.

S'agissant du retour à la paix et à la sécurité, le Gouvernement considère que c'est la priorité des priorités. C'est ainsi que nous avons entrepris une campagne de sensibilisation pour le retour à la paix à laquelle ont été associés les membres du Gouvernement, les Représentants du peuple, les partis politiques et l'Administration territoriale locale.

Aussi nous avons engagé un programme urgent de désarmement et de démantèlement des bandes et milices armées, avec plus de fermeté et de détermination que par le passé. Cette action est très efficace grâce à la collaboration de la trilogie Forces de l'ordre - Administration - Population. La population a été invitée à dénoncer et se désolidariser des groupes terroristes, car enfin de compte c'est elle qui est prise entre deux feux quand les forces de l'ordre attaquées ripostent pour traquer ces ennemis de la paix et de la population. Les résultats sont très encourageants.

Nous exhortons aussi la population à développer des attitudes auto-sécuritaires, en veillant à ce que tout étranger ou visiteur soit enregistré et connu des comités de sécurité dans les quartiers ou sur les collines.

Quant aux politiciens, nous leur avons demandé de s'inscrire tous dans la logique de paix et d'éviter de désorienter la population.

Nous leur avons demandé également de cesser le jeu de la globalisation malveillante et la diabolisation des forces de sécurité nationales car, celles-ci font un travail de protection des citoyens sans exception, de protection des frontières nationales et de protection des institutions.

Elles méritent toutes les félicitations, et nous les exhortons en tout cas de tout faire pour mériter la confiance de la population en se mettant au service de tous, tant pour les opérations de maintien de l'ordre que pour les activités de reconstruction nationale et de production.

Pour assurer une meilleure efficacité des services de sécurité nous venons de mettre sur pied une structure de coordination ce qui va permettre une meilleure collaboration et une complémentarité des divers services existants.

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

La perturbation de la paix et de la sécurité a envenimé la vie politique de notre pays, et la crise a déchiré le tissu social et économique national.

Au niveau social, des actions sont entrain d'être initiées pour cicatriser les blessures et assurer le retour progressif vers une vie normale dans le pays. Aussi, le redressement de la situation dramatique des déplacés, des réfugiés et des rapatriés, le retour de la confiance dans les diverses communautés professionnelles, ainsi que la réhabilitation des infrastructures sociales ont revêtu un caractère urgent pour le Gouvernement. A cet égard, nous essayons de réunir toutes les conditions nécessaires en vue d'installer ou de réinstaller les populations sur leurs terres d'origine là où c'est possible, ou sur des terres aménagés.

L'objectif global de cette politique sociale reste bien entendu l'amélioration des conditions socio-économiques de toutes les couches de la population, en privilégiant les groupes les plus vulnérables. Les efforts doivent être maintenus pour accroître le taux de scolarisation et améliorer les conditions sanitaires de la population.

Dans le domaine de l'éducation, nous sommes déterminé à éliminer l'impact négatif de la crise sur les services chargés de ce secteur. C'est ainsi que nous nous attelons à la création des conditions propices à l'épanouissement intellectuel et moral des élèves et étudiants en mettant en place un vaste programme d'éducation à la paix et à la tolérance à tous les paliers de l'enseignement, et enfin en renforçant le système d'encadrement des établissements secondaires et de l'université.

Toutes ces actions doivent s'inscrire naturellement dans une entreprise importante de protection des droits de l'homme sérieusement mis à mal au cours de cette crise, et singulièrement le plus fondamental d'entre eux: le Droit à la vie.

Mon Gouvernement s'est engagé à combattre particulièrement l'impunité des crimes qui a élu domicile dans notre société, et nous mettons tout en oeuvre pour que les criminels soient jugés dans les plus brefs délais. Nous saluons l'arrivée dans notre pays de la commission internationale neutre d'enquête judiciaire qui va certainement nous aider à éclairer certains cas.

Le système judiciaire doit être renforcé par des mesures visant à la rendre plus efficace en vue d'assurer le respect des Droits de l'Homme, notamment à travers la définition d'une politique claire pouvant garantir la neutralité et l'indépendance de l'appareil judiciaire qui doit s'en tenir à la loi comme seul outil.

Nous avons décidé d'impulser une éducation permanente à la paix, à la tolérance, et aux droits de l'homme, ainsi que les autres valeurs positives à travers toutes les structures sociales telles que l'administration, les écoles, les syndicats, les médias, etc...

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

L'économie nationale se trouve dans une situation grave à cause des retombées négatives nées de la crise déclenchée en octobre 93 et de l'instabilité du climat socio-politique qui a perduré. Notre économie est très malade et cette situation contribue à exacerber les tensions politiques et sociales étant donné que les populations aussi bien urbaines que rurales voient leurs conditions se détériorer de plus en plus. Le coût de la vie a atteint des niveaux insupportables, et la désolation liée aux déplacements des populations et aux troubles politiques ont désorganisé et déséquilibré l'activité économique. Il faut arriver à corriger ces distorsions pour remettre l'économie sur les rails de la croissance.

Ainsi, mon Gouvernement a décidé d'articuler son programme économique à court et à moyen terme sur deux types d'actions, à savoir, la réhabilitation et la reconstruction nationale, ainsi que la relance économique impliquant la poursuite des réformes économiques et financières déjà entreprises dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel.

A cet égard, la reconstruction nationale et la relance économique constituent des actions urgentes pour refaire vivre le pays et mon Gouvernement y attache une grande importance. Une politique nationale de reconstruction et de relance économique est entrain d'être finalisée et sera prochainement présenté au Conseil des Ministres pour approbation. Les différents ministères viennent de préparer leurs stratégies sectorielles et un plan d'action sur les trois années à venir sera élaboré avant la fin de cette année. Ce Plan triennal 1996-1998 sera discuté avec nos partenaires lors de la Table Ronde Générale.

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement du Burundi ne pourra à lui seul réussir le pari de redresser le pays. La contribution de nos partenaires que vous êtes, sera déterminante et cela dans tous les secteurs, politique, social et économique. Nous demandons dorés et déjà de transmettre les remerciements du Gouvernement du Burundi et le soutien accordés au cours de la crise, aux Gouvernements et Organismes que vous représentez en leur demandant de ne pas désespérer et continuer à suivre nos pas vers la sortie de la crise.

Vous devez comprendre que le Burundi vit une crise profonde qui exige beaucoup de lucidité de sérénité et de compréhension. Nous aimerions que la Communauté internationale ne souffle pas sur la braise et évite de crier à l'apocalypse, comme le fait la pseudo radio pour la démocratie "Rutomorangingo", qui enseigne la haine et la division ethnique à l'instar de la triste et sinistre radio des "Milles Collines" qui a conduit au drame rwandais.

Nous profitons d'ailleurs de l'occasion pour demander à toute personne éprise de paix et à vos Gouvernements respectifs de fustiger cette radio et ses enseignements car elle divise, elle tue et cherche à faire basculer le Burundi dans une tragédie semblable à celle du Rwanda voisin.

Nous lançons également un appel pressant aux pays voisins pour leur demander de ne pas continuer d'ajouter le drame au drame. En tout état de cause, mon Gouvernement fera tout son possible pour éviter à notre cher pays de sombrer dans cette catastrophe.

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

En organisant la présente réunion, le Gouvernement a voulu briser le silence dans lequel la crise tend à nous enfermer. Aujourd'hui nous marquons un nouveau départ : celui du Dialogue.

C'est pourquoi, nous vous demandons de vous exprimer ouvertement sur les sujets qui vont vous être présentés.

Le Gouvernement attend de vous tous une contribution active. C'est avec vos propositions et recommandations qu'il sera possible de sortir de la crise actuelle et nous sommes déterminés pour réussir ce pari.

Nous sommes convaincus qu'avec l'appui de la Communauté internationale et le courage légendaire du Peuple Burundais nous vaincrons les ennemis de la paix et retrouverons sans nul doute l'image du Burundi véritable: celle d'un pays pacifique et attrayant pour les Amis et les Visiteurs.

C'est sur ces mots que je déclare ouverts les travaux de la Réunion des "AMIS DU BURUNDI".

Je vous remercie